

Art. 9. L'article 152, alinéa 2, du même Code, modifié par l'arrêté royal n° 9 du 3 juillet 1939 et par la loi du 22 décembre 1989, est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 161*quater*, du même Code, inséré par la loi du 22 juillet 1993, l'alinéa 4 et l'alinéa 5 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Pour le calcul de l'intérêt, toute fraction de mois est comptée comme mois entier. ».

Art. 11. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1999.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session de 1998-1999*

Documents de la Chambre des représentants. — 1817, n° 1 : Projet de loi; n° 2 : Rapport; n° 3 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales de la Chambre. — 17 décembre 1998.

Session de 1997-1998

Document du Sénat. — 1-1213, n° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

Art. 9. Artikel 152, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 9 van 3 juli 1939 en bij de wet van 22 december 1989, wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 161*quater*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993, worden het vierde en het vijfde lid vervangen door het volgende lid :

« Voor de berekening van de interest wordt elke fractie van een maand gerekend als een volle maand. ».

Art. 11. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1999.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers — 1817, nr. 1 : Wetsontwerp; nr. 2 : Verslag; nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen van de Kamer. — 17 december 1998.

Zitting 1997-1998

Gedr. St. van de Senaat. — 1-1213, nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 99 — 387

[C - 99/14027]

**26 JANVIER 1999. — Arrêté royal
relatif à l'octroi d'une prime de cessation d'entreprise
à certains bateliers indépendants**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1999 portant des dispositions budgétaires et diverses, notamment l'article 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 21 décembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le calendrier des mesures d'exécution des règlements des Communautés européennes en matière d'assainissement structurel de la navigation intérieure, dans le cadre de l'action de déchirage 1996-1998;

Considérant que tout retard supplémentaire serait de nature à mettre gravement en péril les intérêts des particuliers concernés et du secteur de la batellerie en général;

Considérant que la décision du Conseil des Ministres du 18 juillet 1997 autorise l'octroi d'une prime de cessation d'entreprise à certains bateliers indépendants;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une prime de cessation d'entreprise est octroyée aux bateliers indépendants qui, au 1^{er} janvier 1998, sont âgés de 58 ans au moins et n'ont pas atteint l'âge de 65 ans et qui répondent aux conditions suivantes:

1° être de nationalité belge ou être ressortissant d'un des Etats membres de l'Union européenne;

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

N. 99 — 387

[C - 99/14027]

**26 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit
betreffende de toekenning van een bedrijfsbeëindigingspremie
aan bepaalde zelfstandige binnenschippers**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1999 houdende budgettaire en diverse bepalingen inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 21 december 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het tijdschema van de uitvoeringsmaatregelen van de verordeningen van de Europese Gemeenschappen betreffende de structurele sanering van de binnenvaart, in het kader van de sloopactie 1996-1998;

Overwegende dat elke bijkomende vertraging van aard zou zijn om het belang van de betrokken particulieren en van de sector van de binnenvaart in het algemeen in gevaar te brengen;

Overwegende dat de beslissing van de Ministerraad van 18 juli 1997 de machtiging inhoudt tot het toekennen van een bedrijfsbeëindigingspremie aan bepaalde zelfstandige binnenschippers;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrijfsbeëindigingspremie wordt toegekend aan zelfstandige binnenschippers die op 1 januari 1998 de ouderdom van 58 jaar hebben bereikt, die niet ouder zijn dan 65 jaar en die aan volgende voorwaarden voldoen :

1° de Belgische nationaliteit hebben of onderdaan zijn van één van de lidstaten van de Europese Unie;

2° au moment de l'introduction de la demande, être assujéti au statut social belge des travailleurs indépendants en qualité de batelier indépendant, avoir été assujéti à ce statut pendant 5 ans au moins au cours des 10 années qui précèdent la date de la demande et à cette date, être encore en règle de cotisations auprès d'une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ou auprès de la Caisse nationale auxiliaire pour l'Assurance sociale des Travailleurs indépendants. Si le demandeur ne peut pas prouver qu'il a été assujéti pendant 5 ans à ce statut pour cas de force majeure (maladie grave, incapacité etc...), les années d'assujétiement au statut social des travailleurs indépendants, du conjoint ou du cohabitant, en tant que batelier indépendant, sont prises en compte, pour autant que ces années ne se chevauchent pas avec les années d'assujétiement du demandeur;

3° au moment de l'introduction de la demande, être propriétaire pour au moins 50 % d'un bateau qui soit est l'objet d'une demande de prime de déchirage acceptée dans le cadre des mesures d'assainissement de l'Union européenne, soit est vendu à un autre propriétaire qui a introduit pour son bateau une demande de prime de déchirage qui a été acceptée dans le cadre des mesures d'assainissement de l'Union européenne;

4° s'engager à cesser toute activité professionnelle, à se soumettre au système d'assurance continuée en matière de sécurité sociale pour travailleurs indépendants et à être en règle de cotisations relatives à l'assurance pension et maladie-invalidité.

Art. 2. Le montant de base de la prime de cessation d'entreprise est égal à la somme des éléments suivants :

1° BEF 328 100 par an dans le cas où l'ayant droit est chef de ménage et BEF 246 076 par an dans le cas où l'ayant droit est isolé. Ces montants sont indexés selon les modalités et les échéances applicables aux pensions des travailleurs indépendants.

2° un montant annuel qui correspond aux cotisations sociales à verser réellement par l'ayant droit dans le cadre de l'assurance continuée en matière de sécurité sociale pour travailleurs indépendants pour la partie qui a trait à l'assurance pension et maladie-invalidité, mais avec un maximum de BEF 113 628 par an.

Art. 3. § 1^{er}. Le montant de base de la prime de cessation d'entreprise est adapté comme suit en fonction des autres revenus que les revenus professionnels en tant que batelier indépendant :

1° Diminution du fait des intérêts annuels provenant de l'investissement de la prime de déchirage nette ou du prix de vente net du bateau.

La prime de déchirage nette et le prix de vente net sont obtenus en déduisant des montants bruts le montant du remboursement d'un éventuel emprunt hypothécaire sur le bateau et en appliquant ensuite une imposition sur le solde au taux moyen d'imposition qui apparaît sur l'avertissement-extrait de rôle des impôts directs le plus récent.

Dans le cas de vente du bateau, le prix de vente pris en compte pour le calcul est celui qui figure sur la facture mais avec toutefois comme minimum la prime de déchirage qui pourrait être obtenue pour le bateau.

Les intérêts annuels provenant de l'investissement sont calculés suivant le taux d'intérêt d'un bon de caisse à 5 ans émis par le Crédit communal au moment de l'introduction de la demande de prime de cessation d'entreprise, diminués du précompte mobilier, sur les montants de la prime de déchirage nette ou sur le prix de vente net qui dépassent 1 million BEF.

Ce produit, une fois fixé, est pris en compte comme facteur de diminution fixe durant toute la période pendant laquelle le demandeur peut bénéficier de la prime.

En outre, les intérêts provenant de la première tranche de 1 million BEF sont multipliés par un coefficient de 1, ceux provenant de la seconde tranche de 1 million BEF par un coefficient de 1,5 et ceux provenant des tranches suivantes par un coefficient de 2.

Le total des intérêts provenant de l'investissement ainsi calculé est déduit du montant de base de la prime de cessation d'entreprise.

2° Diminution en fonction du revenu cadastral

A la lumière des données figurant sur l'avertissement - extrait de rôle des impôts directs le plus récent, il est procédé annuellement au calcul d'un revenu cadastral total qui est déduit du montant de base de la prime de cessation d'entreprise. Le calcul s'effectue selon les règles suivantes:

a) pour le bien immobilier qui est utilisé comme habitation personnelle, seule la partie du revenu cadastral indexé supérieure à BEF 30 000 est prise en compte pour la diminution.

2° op het ogenblik van de indiening van de aanvraag onderworpen zijn aan het Belgisch sociaal statuut der zelfstandigen in de hoedanigheid van zelfstandig schipper, dit ook geweest zijn gedurende ten minste 5 jaar van de tien voorafgaande jaren en op het ogenblik van de aanvraag in regel zijn met de bijdragen aan een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen of aan de Nationale Hulpkas voor de Sociale Verzekering van Zelfstandigen. Indien de aanvrager niet kan bewijzen dat hij gedurende 5 jaar aan dit statuut onderworpen is geweest als gevolg van overmacht (zware ziekte, invaliditeit enz.) worden de jaren dat de echtgeno(o)t(e) of samenwonende onderworpen geweest is aan het sociaal statuut der zelfstandigen in de hoedanigheid van zelfstandig schipper in aanmerking genomen, voor zover deze jaren van onderworpenheid van de aanvrager niet overlappen;

3° op het ogenblik van de indiening van de aanvraag voor ten minste 50 % eigenaar zijn van een schip dat hetzij het onderwerp is van een aanvraag om slooepuitkering die werd goedgekeurd in het kader van de saneringsmaatregelen van de Europese Unie, hetzij verkocht werd aan een andere eigenaar die voor zijn schip een aanvraag om slooepuitkering heeft ingediend die werd goedgekeurd in het kader van de saneringsmaatregelen van de Europese Unie;

4° zich ertoe verbinden alle beroepsactiviteiten stop te zetten, zich te onderwerpen aan het stelsel van de voortgezette verzekering inzake sociale zekerheid voor zelfstandigen en in regel te zijn met de bijdragen met betrekking tot de verzekering inzake pensioen en ziekte en invaliditeit.

Art. 2. Het basisbedrag van de bedrijfsbeëindigingspremie bestaat uit de som van volgende elementen :

1° BEF 328 100 per jaar in geval de rechthebbende gezinshoofd is en BEF 246 076 per jaar in het geval hij alleenstaande is. Deze bedragen worden geïndexeerd volgens de modaliteiten en op de tijdstippen die gelden voor de pensioenen van zelfstandigen.

2° een jaarlijks bedrag dat overeenstemt met de werkelijk door de rechthebbende te betalen sociale bijdragen in het kader van de voortgezette verzekering inzake sociale zekerheid voor zelfstandigen voor het gedeelte dat betrekking heeft op de verzekering inzake pensioen en ziekte en invaliditeit, doch met een maximum van BEF 113 628 per jaar.

Art. 3. § 1. Het basisbedrag van de bedrijfsbeëindigingspremie wordt als volgt aangepast in functie van de andere inkomsten dan beroepsinkomsten als zelfstandig binnenschipper :

1° Vermindering met de jaarlijkse beleggingsopbrengst van de netto slooepuitkering of de netto opbrengst van verkoop van het schip.

De netto slooepuitkering en de netto verkoopprijs worden bekomen door de bruto bedragen te verminderen met het bedrag van de aflossing van het uitstaand saldo van een eventuele hypothecaire lening op het schip, en vervolgens door toepassing van een belasting op het saldo tegen de gemiddelde aanslagvoet die voorkomt op het meest recente aanslagbiljet van de directe belastingen.

In geval van verkoop van het schip wordt de verkoopprijs die voorkomt op de factuur in aanmerking genomen voor de berekening met evenwel als minimum de slooepuitkering die voor het schip zou kunnen worden bekomen.

De jaarlijkse beleggingsopbrengst wordt berekend tegen de intrestvoet van een kasbon op 5 jaar uitgegeven door het Gemeentekrediet op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot het bekomen van een bedrijfsbeëindigingspremie, verminderd met de roerende voorheffing, op de bedragen van de netto slooepuitkering of de netto verkoopprijs die 1 miljoen BEF overschrijden.

Deze opbrengst, eens vastgesteld, wordt verder in aanmerking genomen als vaste verminderingsfactor gedurende de ganse periode van uitkeringsgerechtigdheid van de aanvrager.

Bovendien geldt dat voor de eerste schijf van 1 miljoen BEF de beleggingsopbrengst wordt vermenigvuldigd met coëfficiënt 1, voor de tweede schijf van 1 miljoen BEF met coëfficiënt 1,5 en voor de daaropvolgende schijven met coëfficiënt 2.

De totale berekende beleggingsopbrengst wordt afgetrokken van het basisbedrag van de bedrijfsbeëindigingspremie.

2° Vermindering met het kadastraal inkomen

Aan de hand van de gegevens van het meest recente aanslagbiljet van de directe belastingen wordt jaarlijks een totaal kadastraal inkomen berekend dat wordt afgetrokken van het basisbedrag van de bedrijfsbeëindigingspremie. De berekening gebeurt volgens de volgende regels:

a) voor het onroerend goed dat gebruikt wordt als persoonlijke woonst wordt het gedeelte van het geïndexeerde kadastraal inkomen dat hoger is dan BEF 30 000 in aanmerking genomen voor de vermindering.

Cette partie est éventuellement divisée par le coefficient 1,1 lorsqu'il y a 3 personnes à charge. Ce coefficient est majoré de 0,1 par personne à charge supplémentaire.

b) pour les autres biens immobiliers, le montant à porter en diminution est déterminé par le revenu cadastral indexé multiplié par le coefficient 2.

3° Diminution en fonction d'autres revenus que ceux prévus sous 1° et 2°.

Les autres revenus nets dont il est disposé selon l'avertissement-extrait de rôle des impôts directs le plus récent sont déduits dans leur totalité du montant de base de la prime de cessation d'entreprise.

§ 2. Les montants à porter en diminution visés sous le § 1^{er}, 2° et 3°, sont revus annuellement au 1^{er} janvier en fonction des données de l'avertissement-extrait de rôle des impôts directs le plus récent.

§ 3. Vu le fait que le calcul de la prime de cessation d'entreprise est en partie basé sur les données figurant dans l'avertissement-extrait de rôle des impôts directs le plus récent, il est possible qu'ultérieurement, il faille apporter annuellement des corrections à ce calcul afin de pouvoir réaliser une détermination et paiement corrects du montant de la prime. Seul l'avertissement-extrait de rôle est pris en compte pour le calcul de ces corrections.

Art. 4. Les demandes pour l'obtention de la prime de cessation d'entreprise sont introduites auprès de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, dénommé ci-après l'Office, au cours de la période du 1^{er} novembre 1997 au 31 décembre 1998 inclus.

Les pièces justificatives suivantes doivent être jointes à la demande :

1° une attestation délivrée par l'administration communale du domicile du demandeur par laquelle la nationalité, la date de naissance et la composition du ménage de l'intéressé peuvent être établies;

2° une attestation délivrée par une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ou par la Caisse Nationale Auxiliaire pour l'Assurance sociale des Travailleurs indépendants de laquelle il ressort que les conditions figurant à l'article 1^{er}, 2° sont remplies;

3° une copie certifiée conforme par l'administration communale de l'avertissement - extrait de rôle des impôts directs le plus récent.

Art. 5. § 1^{er}. La partie de la prime de cessation d'entreprise visée à l'article 2, 1° est payée mensuellement, à la fin du mois. Elle est due la première fois pour le mois qui suit celui au cours duquel il est satisfait aux conditions suivantes mais au plus tôt pour le mois de janvier 1998 :

1° le bateau doit soit être déchiré, soit être immobilisé en attente du déchirage, soit être vendu;

2° l'ayant droit doit avoir mis fin définitivement à toutes ses activités professionnelles et ne plus en exercer.

En outre, il doit s'être mis en ordre avec le système de l'assurance continuée en matière de sécurité sociale pour travailleurs indépendants. A cette fin, il présente une attestation d'une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ou de la Caisse Nationale Auxiliaire pour l'Assurance Sociale des Travailleurs indépendants de laquelle il ressort qu'il a été admis pour le système de l'assurance continuée en matière de sécurité sociale pour travailleurs indépendants visé à l'article 1^{er}, 4°.

§ 2. La partie de la prime de cessation d'entreprise visée à l'article 2, 2° est payée directement chaque trimestre par l'Office à la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ou à la Caisse Nationale Auxiliaire pour l'Assurance Sociale des Travailleurs indépendants sur présentation de l'avis d'échéance trimestriel reçu par l'ayant droit.

§ 3. Le droit à la prime de cessation d'entreprise s'éteint dès le moment où l'âge de la pension légale est atteint ou en cas de décès de l'ayant droit.

Art. 6. L'Office se fait produire tous les documents et communiquer toutes les informations nécessaires pour pouvoir effectuer le calcul de la prime et pour pouvoir apprécier si toutes les conditions pour l'obtention ou le maintien de la prime de cessation d'entreprise sont ou restent remplies.

Dans le cas où l'ayant-droit reste en défaut de payer la partie des cotisations sociales dépassant le montant maximum visé à l'article 2, 2° dans les délais requis, l'Office peut retenir cette partie de la prime de cessation d'entreprise visée à l'article 2, 1° et la verser directement à la caisse d'assurances intéressée.

Dit gedeelte wordt gedeeld met de coëfficiënt 1,1 indien er 3 personen ten laste zijn. Deze coëfficiënt wordt met 0,1 verhoogd per bijkomende persoon ten laste.

b) voor andere onroerende goederen wordt het in mindering te brengen bedrag bepaald door het geïndexeerde kadastraal inkomen met de coëfficiënt 2 te vermenigvuldigen.

3° Vermindering met andere inkomsten dan bedoeld onder 1° en 2°

De andere netto inkomsten waarover wordt beschikt volgens het meest recente aanslagbiljet van de directe belastingen worden volledig van het basisbedrag van de bedrijfsbeëindigingspremie afgetrokken.

§ 2. De in mindering te brengen bedragen bedoeld in § 1, 2° en 3°, worden jaarlijks herzien vanaf 1 januari in functie van de gegevens van het meest recente aanslagbiljet van de directe belastingen.

§ 3. Gelet op het feit dat de berekening van de bedrijfsbeëindigingspremie voor een deel is gebaseerd op gegevens van het meest recente aanslagbiljet van de directe belastingen, is het mogelijk dat naderhand jaarlijks bepaalde correcties aan de berekening dienen te worden doorgevoerd teneinde een correcte bepaling en uitkering van het bedrag van de premie te realiseren. Enkel het aanslagbiljet wordt in aanmerking genomen voor het berekenen van deze correcties.

Art. 4. De aanvragen tot het bekomen van de bedrijfsbeëindigingspremie worden ingediend bij de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, hierna de Dienst genoemd, in de periode van 1 november 1997 tot en met 31 december 1998.

Volgende bewijsstukken worden bij de aanvraag gevoegd :

1° een attest uitgereikt door het gemeentebestuur van de woonplaats van de aanvrager aan de hand waarvan de nationaliteit, de geboortedatum en de samenstelling van het gezin van de betrokkene kan worden vastgesteld;

2° een attest uitgereikt door een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen of door de Nationale Hulpkas voor de Sociale Verzekering voor Zelfstandigen waaruit blijkt dat voldaan is aan de voorwaarden vermeld in artikel 1, 2°;

3° een door het gemeentebestuur voor eensluidend verklaard afschrift van het meest recente aanslagbiljet van de directe belastingen.

Art. 5. § 1. Het gedeelte van de bedrijfsbeëindigingspremie bedoeld in artikel 2, 1° wordt maandelijks uitbetaald op het einde van de maand. Het is de eerste maal verschuldigd voor de maand volgend op die waarin aan volgende voorwaarden wordt voldaan, doch ten vroegste voor de maand januari 1998 :

1° het schip dient hetzij gesloopt te zijn, hetzij stilgelegd te zijn in afwachting van de sloop, hetzij verkocht te zijn;

2° de rechthebbende dient al zijn beroepsactiviteiten definitief te hebben stopgezet en verder geen beroepsactiviteiten meer uit te oefenen.

Bovendien dient de rechthebbende zich in regel te hebben gesteld met het stelsel van de voortgezette verzekering inzake de sociale verzekering voor zelfstandigen. Daartoe legt hij een attest van een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen of van de Nationale Hulpkas voor de Sociale Verzekering voor Zelfstandigen voor waaruit blijkt dat hij aanvaard werd onder het stelsel van de voortgezette verzekering inzake sociale zekerheid voor zelfstandigen, zoals bedoeld in artikel 1, 4°.

§ 2. Het gedeelte van de bedrijfsbeëindigingspremie bedoeld in artikel 2, 2° wordt elk kwartaal, op voorlegging van het kwartaalvervaldagbericht dat de rechthebbende heeft ontvangen van een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen of van de Nationale Hulpkas voor de Sociale Verzekering van Zelfstandigen, door de Dienst rechtstreeks betaald aan de betrokken kas.

§ 3. Het recht op de bedrijfs-beëindigingspremie vervalt bij het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd en in het geval van overlijden van de rechthebbende.

Art. 6. De Dienst kan zich alle documenten laten voorleggen en inlichtingen laten verstrekken die nodig zijn om de berekening van de premie te kunnen verrichten en om te kunnen beoordelen of alle voorwaarden om te kunnen genieten van de bedrijfsbeëindigingspremie vervuld zijn of blijven.

In geval de rechthebbende in gebreke blijft het gedeelte van de sociale bijdragen dat het maximumbedrag bedoeld in artikel 2, 2° overschrijdt, te betalen binnen de voorgeschreven termijnen, kan de Dienst dit gedeelte afhouden van het gedeelte van de bedrijfsbeëindigingspremie bedoeld in artikel 2, 1°, en het rechtstreeks storten aan de betrokken verzekeringskas.

Art. 7. L'Office est chargé de la totalité du traitement administratif des demandes pour l'obtention de la prime de cessation d'entreprise depuis l'introduction de la demande jusque et y compris le paiement de la prime.

Art. 8. L'Office communique à l'Etat avant le début de chaque trimestre quels sont les moyens financiers nécessaires pour le paiement des primes de cessation d'entreprise.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} novembre 1997 et cessera d'être en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi portant confirmation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi d'une prime de cessation d'entreprise aux bateliers indépendants, signé le 9 avril 1998.

Art. 10. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Art. 7. De Dienst wordt belast met de volledige administratieve afhandeling van de aanvragen tot het bekomen van de bedrijfsbeëindigingspremie vanaf de indiening van de aanvraag tot en met de uitbetaling van de premie.

Art. 8. De Dienst deelt aan de Staat vóór het begin van elk kwartaal mee welke financiële middelen nodig zijn voor de uitbetaling van de bedrijfsbeëindigingspremie.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 november 1997 en houdt op van kracht te zijn de dag waarop de wet houdende bekrachtiging van het samenwerkingsakkoord, ondertekend op 9 april 1998, tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de toekenning van een bedrijfsbeëindigingspremie aan zelfstandige binnenschippers, in werking treedt.

Art. 10. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

F. 99 — 388

[99/14028]

26 JANVIER 1999. — Arrêté royal allouant une subvention à l'Office régulateur de la Navigation intérieure pour le paiement d'une prime de cessation d'entreprise à des bateliers indépendants

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1999 portant des dispositions budgétaires et diverses;

Vu la loi du 19 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998;

Vu le statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure annexé à l'arrêté royal du 3 décembre 1968 portant refonte du statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, interprété et modifié par la loi du 7 septembre 1979 et modifié par l'arrêté royal n° 173 du 30 décembre 1982;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la Comptabilité de l'Etat, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 21 décembre 1998;

Considérant que l'arrêté royal du 26 janvier 1999 relatif à l'octroi d'une prime de cessation d'entreprise à certains bateliers indépendants a fixé les conditions d'obtention de telle prime.

Considérant que la décision du Conseil des Ministres du 18 juillet 1997 implique l'autorisation de charger l'Office régulateur de la Navigation intérieure des opérations financières et administratives relatives au système de cessation d'entreprise;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est alloué à l'Office régulateur de la Navigation intérieure une subvention de vingt-neuf millions six cent mille francs (F 29 600 000) imputable à la section 33 (Ministère des Communications et de l'Infrastructure) division 51 (Administration du Transport terrestre) allocation de base 20.34.32 du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 en vue de payer une prime de cessation d'entreprise à certains bateliers indépendants, conformément aux conditions prévues à l'arrêté royal du 26 janvier 1999 relatif à l'octroi d'une prime de cessation d'entreprise à certains bateliers indépendants.

Art. 2. § 1^{er}. L'Office régulateur de la Navigation intérieure justifiera l'emploi de la subvention et apportera la preuve de son utilisation.

N. 99 — 388

[99/14028]

26 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een toelage aan de Dienst voor Regeling der Binnenvaart voor de uitbetaling van een bedrijfsbeëindigingspremie aan zelfstandige binnenschippers

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1999 houdende budgettaire en diverse bepalingen;

Gelet op de wet van 19 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998;

Gelet op het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 december 1968 houdende omwerking van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, geïnterpreteerd en gewijzigd bij de wet van 7 september 1979 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 173 van 30 december 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 21 december 1998;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 26 januari 1999 betreffende de toekenning van een bedrijfsbeëindigingspremie aan bepaalde zelfstandige binnenschippers de voorwaarden heeft vastgesteld om dergelijke premie te kunnen bekomen.

Overwegende dat de beslissing van de Ministerraad van 18 juli 1997 de machtiging inhoudt om de Dienst voor Regeling der Binnenvaart te belasten met de administratieve en financiële verrichtingen met betrekking tot het bedrijfsbeëindigingsstelsel;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan de Dienst voor Regeling der Binnenvaart wordt een toelage toegekend van negenentwintig miljoen zeshonderdduizend frank (F 29 600 000) aan te rekenen op sectie 33 (Ministerie van Verkeer en Infrastructuur) afdeling 51 (Bestuur van het Vervoer te Land) basisallocatie 20.34.32 van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 teneinde een bedrijfsbeëindigingspremie aan bepaalde zelfstandige binnenschippers uit te betalen overeenkomstig de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 26 januari 1999 betreffende de toekenning van een bedrijfsbeëindigingspremie aan bepaalde zelfstandige binnenschippers.

Art. 2. § 1. De Dienst voor Regeling der Binnenvaart zal het gebruik van de toelage rechtvaardigen en het bewijs van haar aanwending aanvoeren.